

**Accord professionnel**  
**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE EN AGRICULTURE**  
**DES SALARIÉS NON CADRES**  
**(Franche-Comté)**  
**(18 février 2009)**

(Etendu par arrêté du 7 décembre 2009,  
*Journal officiel* du 15 décembre 2009)

**AVENANT N° 6 DU 18 JANVIER 2013**

NOR : AGRS1397114M

Entre :

La FRSEA de Franche-Comté ;

La FRCUMA de Franche-Comté ;

Les entrepreneurs du territoire de Franche-Comté ;

Le syndicat régional de l'horticulture, pépinières, maraîchage de Franche-Comté ;

La FD des coopératives laitières de l'Ain ;

La FD des coopératives laitières du Doubs ;

La FD des coopératives laitières du Jura ;

La FDCUMA de ramassage de lait du Doubs,

D'une part, et

L'UR CFDT ;

L'UR CFTC ;

L'UR CGT ;

L'UR CGT-FO ;

L'UR CFE-CGC ;

L'UNSA2A ;

L'UD CFTC de l'Ain ;

L'UD CGT-FO de l'Ain ;

L'UD CFE-CGC de l'Ain,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Le présent avenant est motivé, d'une part, par la mise en conformité de l'accord collectif régional du 18 février 2009 avec les nouvelles dispositions légales relatives à la condition d'ancienneté et, d'autre part, par la nécessité de clarifier son champ d'application.

## **Article 1<sup>er</sup>**

### *Condition d'ancienneté*

Le premier alinéa de l'article 3 « Salariés bénéficiaires » de l'accord du 18 février 2009 est modifié comme suit :

« Les dispositions du présent accord s'appliquent à tout salarié ayant 6 mois d'ancienneté et plus dans l'entreprise et relevant du champ d'application du présent accord.

Pour les dispositions du présent accord, la condition d'ancienneté est réputée acquise au premier jour du mois civil au cours duquel le salarié acquiert 1 an d'ancienneté. »

## **Article 2**

### *Champ d'application*

Le premier alinéa de l'article 1<sup>er</sup> « Champ d'application » de l'accord du 18 février 2009 est modifié comme suit :

« Le présent accord est applicable sur le territoire de la région administrative de Franche-Comté aux salariés et employeurs des exploitations et entreprises agricoles ayant une activité définie aux 1° (à l'exception des centres équestres et des parcs zoologiques), 2° (à l'exception des entreprises du paysagisme, réalisation, entretien de parcs et jardins) et 4° de l'article L. 722-1 du code rural et de la pêche maritime, aux coopératives d'utilisation de matériel agricole ainsi qu'aux coopératives fruitières, EURL de vente constituées au sein de ces coopératives et CUMA de ramassage de lait des départements de l'Ain, du Doubs et du Jura. »

## **Article 3**

### *Entrée en vigueur*

Le présent avenant entrera en vigueur :

- concernant les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> : le 1<sup>er</sup> janvier 2014 ;
- concernant les dispositions de l'article 2 : le premier jour du trimestre civil qui suivra la date de publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

## **Article 4**

### *Dépôt et extension*

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant dont un exemplaire est déposé auprès des services de la DIRECCTE de Franche-Comté.

Fait à Besançon, le 18 janvier 2013.

(Suivent les signatures.)